

Flers Agglo

Communauté d'agglomération

Date	Délibération	Nature	Folio n°
09.04.2026	2026-4	5.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

SEANCE N° 01 DU 09 AVRIL 2026

8 questions, numérotées 2026-1 à 2026-8

DELIBERATION

CHARTRE DE L'ELU LOCAL COMMUNICATION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à la Salle Culturelle de la Varenne - Rue Jean Dumas - 61440 MESSEI, sous la présidence successivement de :

- Yves GOASDOUÉ, Président sortant, pour l'ouverture de la séance
- Andrée DUVAL, Doyenne d'âge, pour la question 2026-1
- Jérémy PRÉVOST, Président élu, pour les questions 2026-2 à 2026-8

Etaient invités Mesdames et Messieurs :

Conseillers titulaires : Gilles PETIT, Annette HAMMELIN, François BAILLE, Nathalie MASSEAU et Marion DAVID (Athis Val de Rouvre), Marie LENGLINE (Aubusson), Jean-Louis PELLERIN (Banvou), Alexandra TERTRE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Johnny SUZANNE (Berjou), Jacques FORTIS et Véronique NOËL (Briouze), Xavier DE SAINT POL (Cahan), Gilles RABACHE (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Agnès MORICE (La Chapelle au Moine), Brigitte QUENTIN (La Chapelle Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Jacky LECOQ (La Coulonche), Daniel BIGEON (Dompierre), Sandrine LEROYER (Durcet), Claude GASNIER (Echalou), Betty GUÉRIN et Jérôme PALLIGEN (La Ferrière aux Etangs), José COLLADO, Yvon FRÉMONT, Antigone GEORGALAS, Linda CARRILHO DE ALMEIDA, Mickaël CHATELIN et Michel LEROYER (La Ferté Macé), Jean-François BRISSET, Armelline SALLIOT, Axel MOREL, Pauline DUCHESNE, François LEPRINCE, Emmanuelle BERGOT, Frédéric GAUCHÉ, Chantal GAUMER, Georges LAVIGNE, Andrée DUVAL, Stéphane BENIS, Valérie GAUTRIN, Tâm NGUYEN, Luca PEYRELADE, Agathe VERGER, Gaëlle PIOLINE, Leïla HARDY, Jérémy PREVOST et Lori HELLOCO (Flers), Bruno AUVRAY (Le Grais), Pascal LECERF et Anne GOUELIBO (La Lande Patry), Rachel DELAPORTE (La Lande Saint Siméon), Jérémy DUVAL (Landigou), Hervé GOUEREC (Landisacq), Bernard MÉSENCE (Lonlay le Tesson), Nicolas DAVY (Le Ménéil de Briouze), Gilbert GUERIN (Ménéil Hubert sur Orne), Thierry AUBIN et Isabelle RENAULT (Messei), Antoine GERARD (Montilly sur Noireau), Stéphan GRAVELAT et Marilyne CORREYEUR (Les Monts d'Andaine), Jean-Luc LEPORTIER (Pointel), Jacques GALLE (Saint André de Messei), Christophe AMICE (Saint Clair de Halouze), Stéphane TERRIER, Richard PICOT, Sophie LEFAIVRE et Thierry CHOTTARD (Saint Georges des Groseillers), Stéphane JENVRIN (Saint Paul), Thierry RAUX (Saint Philbert sur Orne), Christian JENVRIN (Saint Pierre du Regard), Emmanuel LE SECQ (Sainte Honorine la Chardonne), Marc SIMON (Saint Opportune), Charlie LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle la Forge).

Conseillers suppléants : Matthieu MONZON (Aubusson), Alain ALMEIDA (Banvou), Sandrine DESTAIS (La Bazoque), Jacqueline ONFRAY (Bellou en Houlme), Bénédicte BON (Berjou), Isabelle BLAIS (Cahan), Laurence COTARD (Caligny), Julie BOURDON (Cerisy Belle Etoile), Jean-Jacques ALEXANDRE (La Chapelle au Moine), Gérard ZANETTI (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), Stanislas BISSON (La Coulonche), Kilian PRÉVOTS (Dompierre), Jean-Pierre GOSSELIN (Durcet), Nathalie GALLOT (Echalou), Françoise BLANDIN (Le Grais), Pierre ALIX (La Lande Saint Siméon), Nathalie LIEFOOGHE (Landigou), Dominique TERREAU (Landisacq), Priscillia DELALANDE (Lonlay le Tesson), Ludovic GUITTON (Le Ménéil de Briouze), Stéphane LOUVEAU (Ménéil Hubert sur Orne), Françoise GRASSET (Montilly sur Noireau), Thibault GALLOT (Pointel), Fabien LABAISSE (Saint André de Messei), Angélique LAURENT (Saint Clair de Halouze), Laurent BOUQUEY (Saint Paul), Margaret BRAULT (Saint Philbert sur Orne), Maëlle GUYOT (Saint Pierre du Regard), Didier BESNARD (Sainte Honorine la Chardonne), Sylvie LEBLOND (Sainte Opportune), Dominique DUFAY (Saires la Verrerie), Franck STEFFEN (La Selle la Forge).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions
Hervé GOUEREC	Dominique TERREAU	Ensemble de la séance
Rachel DELAPORTE	Pierre ALIX	
Jacques GALLE	Fabien LABAISSE	

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandant	Mandataire	Questions
Nathalie MASSEAU	Annette HAMMELIN	Ensemble de la séance
Brigitte QUENTIN	Lori HELLOCO	

Excusés :

Absents :

EFFECTIF	
En exercice	: 77
Quorum	: 39

Question	Présents	Votants
2026-1 à 2026-8	75	77

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance :	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
02.04.2026	18 H 40	Agathe VERGER	23 H 00	10.04.2026	13.04.2026

R A P P O R T

Présenté par

Le Président élu

Flers Agglo		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	01	09.04.2026	N° d'ordre	N° délibération
				4	2020-4

OBJET	CHARTRE DE L'ÉLU LOCAL – COMMUNICATION
--------------	---

TD/EA

Chers Collègues,

L'article L. 5211-6 du CGCT prévoit que « *immédiatement après l'élection du Président, des Vice-Présidents et des autres membres du Bureau, le Président donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L. 1111-12. Le Président remet aux conseillers communautaires une copie de la charte de l'élu local et des dispositions de la sous-section 1 de la section 2 du chapitre IV du présent titre dans les communautés de communes, de la section 3 du chapitre VI du présent titre dans les communautés d'agglomération, de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre V du présent titre dans les communautés urbaines et les métropoles, ainsi que des articles auxquels il est fait référence dans ces dispositions* ».

Selon l'article L. 1111-12 du CGCT « ... *Tout mandat local (...) se traduit par des droits et des devoirs prévus aux articles L. 1111-13 et L. 1111-14. Ces dispositions constituent la charte de l'élu local* ».

La charte de l'élu local est, en application de ces textes, la suivante :

⇒ Article L.1111-13 du code général des collectivités locales (C.G.C.T) :

1. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République.
2. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.
6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Flers Agglo Communauté d'agglomération	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	09.04.2026	2026-4	5.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

8. L' élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat. Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif.

⇒ Article L.1111-14 du code général des collectivités locales (C.G.C.T) :

9. Les élus locaux peuvent bénéficier du versement d'une indemnité pour l'exercice effectif de ses fonctions électives et de la prise en charge des frais exposés dans ce cadre, dans les conditions prévues par la loi.
10. Les élus locaux sont affiliés, pour l'exercice de leur mandat, au régime général de la sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale et à des régimes spéciaux définis par le code général des collectivités locales (C.G.C.T).
11. Les élus locaux bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité territoriale, conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.
12. Le droit à la formation est reconnu aux élus locaux.
13. Toute personne titulaire d'un mandat local bénéficie, dans des conditions prévues par la loi, de garanties accordées dans l'exercice du mandat et à son issue et permettant notamment de concilier celui-ci avec une activité professionnelle ou la poursuite d'études supérieures.
14. Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes de la charte de l' élu local.

LE CONSEIL :

- 1 – PREND ACTE** de la lecture donnée par Monsieur le Président de la charte de l' élu local dans les conditions fixées par l'article L. 5211-6 du code général des collectivités locales (C.G.C.T).
- 2 – PREND ACTE** de la remise d'une copie de la charte de l' élu local et des dispositions de la section 3 du chapitre VI du titre 1^{er} du C.G.C.T conformément aux dispositions de l'article L. 5211-6 du C.G.C.T. en ce qu'elle figure en annexe à la présente délibération.

CERTIFIÉ CONFORME.

La Secrétaire de séance,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-200035814-20260409-2026-4-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/04/2026
Publication : 13/04/2026

Le Président,

Agathe VERGER

Jérémy PRÉVOST